

## SECTION DEUXIÈME.

## DE L'ASSISTANT DES OFFICIERS EN LOI DE LA COURONNE.

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil nommé par commission, un officier, appelé : " l'assistant des officiers en loi de la couronne." 48 V., c. 6, s. 5. Assistant des officiers en loi de la couronne.

## SECTION TROISIÈME.

## DISPOSITIONS FINALES.

9. Le statut mentionné dans la cédule ci-dessous est abrogé, et le présent statut lui est substitué. Disposition abrogatoire.

## CÉDULE.

STATUT	Chapitre	Etendue de l'abrogation.
48 Victoria.....	6	Le tout, excepté les sections 2, 3 et 4.

## CHAP. C.

NOTE. — Ce statut devra former partie du titre quatrième des statuts refondus de la province de Québec.

Acte concernant le Département du Secrétaire de la Province.

[Sanctionné le 21 juin, 1886.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

## SECTION PREMIÈRE.

## DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

§ 1.—De ses titres et qualités.

1. Le secrétaire de la province a l'administration et la direction du secrétariat provincial. Titres et qualités du secrétaire.

Il est en même temps le registraire de la province. A. U., ss. 134 et 135; 31 V., c. 11, s. 1.

Ses pouvoirs  
sur le départe-  
ment de l'ins-  
truction publi-  
que.

2. Le département de l'instruction publique relève du secrétaire de la province.

§ 2.—*Des fonctions du secrétaire et registraire.*

Ses attribu-  
tions, devoirs  
et pouvoirs.

2. Les attributions, devoirs et pouvoirs du secrétaire et registraire sont comme suit :

1. Il est le gardien du grand sceau de la province. 31 V., c. 11, s. 1.

2. Il est chargé de la correspondance du gouvernement de la province.

3. Il a la garde de tous les registres et archives du gouvernement qui n'appartiennent pas spécialement à d'autres départements, et de tous les registres et archives qui ont été remis au gouvernement de la province en vertu de la cent quarante-troisième clause de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867. 31 V., c. 11, s. 1.

4. Il émet les lettres patentes, les commissions et les autres documents sous le grand sceau, et les contresigne, sauf ceux qui doivent être contresignés par le greffier de la couronne en chancellerie. 31 V., c. 11, s. 1.

5. Il enregistre les proclamations, commissions, lettres patentes et tous les autres instruments et documents émis sous le grand sceau de la province.

6. Il est chargé de l'expédition, sous son attestation et son seing, de toute copie des registres, archives et documents en sa possession. 31 V., c. 11, s. 1.

7. Il est chargé de surveiller l'administration ou l'exécution, suivant le cas, des lois qui se rattachent aux objets suivants :

a. Le système municipal. C. M. ; 40 V., c. 29

b. La police. S. R. C., c. 104 ; S. R. B. C., c. 102.

c. Les écoles de réforme et les écoles d'industrie 32 V., cc. 17 et 18.

d. Les aliénés. S. R. C., c. 73 ; 48 V., c. 34.

e. La constitution par lettres patentes de compagnies à fonds social et leur liquidation volontaire, et la formation de compagnies de gaz et d'eau, de compagnies de télégraphe électrique, de compagnies ou associations coopératives dans un but commercial, et de compagnies de cimetières. S. R. C., c. 65 ; S. R. C., c. 67 ; 29 V. c. 22 ; 31 V., c. 25 ; 33 V., c. 31 ; 42-43 V., c. 31.

f. Les statistiques. S. R. C., c. 84 ; S. R. B. C., c. 111 ; C. M., art. 16a, 168b, 169 et 990 ; 40 V., c. 29.

8. Il a les fonctions, les devoirs et les pouvoirs qui étaient assignés par la loi au secrétaire et registraire de la ci-devant province du Canada, en tant qu'ils sont compatibles avec la division de pouvoirs établie par l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, entre le gou-

vernement du Canada et celui de la province, et qu'ils n'ont pas été modifiés ou affectés depuis. 31 V., c. 11, s. 1.

9. Il a de plus les fonctions, les devoirs et les pouvoirs qui peuvent, de temps à autre, lui être assignés par la loi ou par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, ou qui ne sont pas attribués à quelque autre département du gouvernement. 31 V., c. 11, s. 1.

4. La signature du secrétaire et registraire aux copies attestées, fait preuve du fait que les documents, registres ou archives existent, et sont légalement en sa possession.

Effet de sa signature sur les documents, — valeur des copies signées par lui.

Toute copie signée par lui équivaut devant tout tribunal à l'original même ; et tout document ou toute copie paraissant être revêtu de sa signature est censé en être revêtu jusqu'à preuve du contraire. 31 V., c. 11, s. 1.

#### § 3.—Des honoraires exigibles par le secrétaire et registraire.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil fait, de temps à autre, un tarif des sommes qui doivent être payées pour l'expédition des commissions et documents et pour leur enregistrement, ainsi que pour l'expédition des copies certifiées par le secrétaire et registraire.

Tarif d'honoraires pour l'expédition des documents etc.

Le secrétaire rend compte au trésorier de la province de toutes sommes perçues en vertu de ce tarif. 31 V., c. 11, s. 5.

Reddition de compte par le secrétaire.

### SECTION DEUXIÈME.

#### DE L'ASSISTANT-SECRÉTAIRE ET DU DÉPUTÉ-REGISTRAIRE.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, par commission, un assistant-secrétaire.

Assistant-secrétaire.

La signature de cet officier équivaut à celle du secrétaire pour toutes fins autres que celles de l'enregistrement. 31 V., c. 11, s. 2.

Effet de sa signature.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, par commission, un député-registraire.

Député registraire.

La signature de cet officier équivaut à celle du registraire pour toutes les fins de l'enregistrement et pour l'expédition des copies authentiques de documents enregistrés. 31 V., c. 11, s. 3.

Effet de sa signature.

### SECTION TROISIÈME.

#### DE L'IMPRIMEUR DE LA REINE.

8. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, par commission, un imprimeur de la reine pour la province. 31 V., c. 13, s. 1.

Imprimeur de la Reine.

Département  
dont il relève.

Nom du bu-  
reau.

Devoirs de  
l'imprimeur de  
la Reine.

Gazette of-  
ficielle de  
Québec.

Tarif des pu-  
blications.

Règlement du  
salaire de  
l'imprimeur,  
des impres-  
sions, etc.

Authenticité  
des publica-  
tions faites  
dans la Gazet-  
te.

Rapport à la  
législature.

**9.** L'imprimeur de la reine et ses employés dépendent du département du secrétaire de la province.

Ils en forment une division appelée " bureau de l'imprimeur de la reine." 40 V., c. 9, s. 1.

**10.** L'imprimeur de la reine imprime et publie, ou fait imprimer et publier, pour le gouvernement :

1. Les statuts de la province ;

2. Une gazette officielle connue sous le nom de " Gazette Officielle de Québec " ;

3. Les documents et annonces dont le lieutenant-gouverneur en conseil peut requérir l'impression ou la publication. 31 V., c. 13, s. 2.

**11.** Le lieutenant-gouverneur en conseil prescrit les conditions de la publication de la gazette officielle de Québec, et désigne les corps publics, officiers et personnes à qui elle doit être envoyée.

Il fait un tarif des sommes exigibles pour la publication des avis, annonces et documents à être publiés dans cette gazette, et le prix d'abonnement. 31 V., c. 13, s. 5.

**12.** Les profits ou le salaire de l'imprimeur de la reine, le mode par lequel il les reçoit, sa comptabilité pour les sommes qu'il reçoit pour les publications dans la gazette officielle de Québec, et généralement les conditions aux quelles se font les impressions et autres ouvrages requis, sont réglés, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil. 31 V., c. 13, s. 6.

**13.** Les publications dans la gazette officielle de Québec, de même que les copies de documents officiels, proclamations et annonces imprimés par l'imprimeur de la reine, pour le gouvernement, ou comportant l'être, sont authentiques et font preuve de leur contenu sans qu'il soit besoin d'aucune autre preuve. 31 V., c. 13, s. 9; 31 V., c. 18, s. 2.

**14.** Le secrétaire de la province doit soumettre à la législature, dans les quinze premiers jours de chaque session, copies de tous arrêtés en conseil faits depuis la session précédente en vertu de la présente section. 31 V., c. 13, s. 7.

## SECTION QUATRIÈME.

### DISPOSITIONS FINALES.

Disposition  
abrogatoire.

**15.** Les statuts et parties de statuts mentionnés dans la cédule ci-dessous sont abrogés, et le présent leur est substitué.

## CÉDULE.

STATUTS.	Chapitre.	Etendue de l'abrogation.
31 Victoria.....	11	Le tout.
31 Victoria .....	13	Le tout, excepté les sections 3 et 4.

## CHAP. CI.

NOTE.—*Ce statut devra former partie du titre quatrième des statuts refondus de la province de Québec.*

Acte concernant le Département du Trésor.

[Sanctionné le 21 juin, 1886.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

## SECTION PREMIÈRE.

## DU TRÉSORIER ET DE SES FONCTIONS.

1. Le trésorier de la province a l'administration et la direction du département du trésor. A. U., ss. 134 et 135 ; 31 V., c. 9. Administration du trésor.

2. Ses attributions sont les suivantes :

1. Il avise la couronne sur les matières financières, et spécialement sur les recettes et les dépenses du gouvernement. Attributions du trésorier.

2. Il est chargé de l'élaboration du budget et de la proposition des voies et moyens.

3. Ses fonctions, devoirs et pouvoirs sont les suivants : Ses fonctions, ses devoirs et pouvoirs.

1. Il a la surveillance, le contrôle et la gestion de tout ce qui se rattache aux affaires financières, aux revenus et dépenses et aux comptes publics de la province, et qui n'est pas, ou en tant qu'il n'est pas, par la loi ou par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, assigné à un autre département du gouvernement. A. U., ss. 134 et 135 ; 31 V., c. 9.